



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

VINGT-SEPTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'EUROPE

Erevan (Arménie), 13-14 mai 2010

Point 8 de l'ordre du jour

RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LA RÉGION (2008-2009) ET SUITE DONNÉE AUX RECOMMANDATIONS DE LA VINGT-SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'EUROPE

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION	1 - 2
II. SUITE DONNÉE AUX RECOMMANDATIONS DE LA VINGT-SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'EUROPE	3 - 11
III. CHAPITRE 2: SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DURABLES	12 - 44
A. GRANDS PROGRAMMES 2.B ET 2.C: GESTION DES SYSTÈMES DE PRODUCTION ANIMALE ET MALADIES ET RAVAGEURS DES ANIMAUX ET DES PLANTES	12 - 15

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

B. GRANDS PROGRAMMES 2.B ET 2.C: GESTION DES SYSTÈMES DE PRODUCTION ANIMALE ET MALADIES ET RAVAGEURS DES ANIMAUX ET DES PLANTES	16 - 18
C. GRAND PROGRAMME 2.D: NUTRITION ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS	19 - 24
D. GRANDS PROGRAMMES 2.E, F, G: FORÊTS	25 - 26
E. GRANDS PROGRAMMES 2.H, I, J: PÊCHE ET AQUACULTURE	27 - 31
F. GRAND PROGRAMME 2.K: GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	32 - 37
G. GRAND PROGRAMME 2.L: TECHNOLOGIE, RECHERCHE ET VULGARISATION	38 - 41
H. GRAND PROGRAMME 2.M: INFRASTRUCTURES RURALES ET AGRO-INDUSTRIES	42 - 44
IV. CHAPITRE 3: ÉCHANGES DES CONNAISSANCES, POLITIQUES GÉNÉRALES ET ACTIVITÉS DE PLAIDOYER	45 - 63
A. GRAND PROGRAMME 3.A: EFFET MULTIPLICATEUR SUR LES RESSOURCES ET LES INVESTISSEMENTS	45 - 49
B. GRAND PROGRAMME 3.B: POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	50 - 58
C. GRAND PROGRAMME 3.D: INFORMATION ET STATISTIQUES AGRICOLES	
D. GRAND PROGRAMME 3.H: ÉCHANGE DES CONNAISSANCES ET RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES	62 - 63
V. CHAPITRE 4: DÉCENTRALISATION, COOPÉRATION À L'ÉCHELLE DES NATIONS UNIES ET EXÉCUTION DU PROGRAMME	64
A. GRAND PROGRAMME 4.C: SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET AUTRE PROGRAMMES DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT	64

I. INTRODUCTION

1. Au cours de la période 2007/2008, la région a été confrontée à une hausse des prix alimentaires. Pendant le deuxième semestre 2008, les effets de la crise financière ont accentué la pression exercée sur les petits producteurs d'aliments et les populations rurales. Le rétablissement est en cours, mais la situation demeure très précaire. La crise économique et financière mondiale a plus particulièrement éprouvé l'Europe de l'Est et l'Asie centrale. Les activités de la FAO se sont donc concentrées dans les pays de l'Europe du Sud-Est et de la Communauté des États indépendants (CEI) et en Géorgie, où le secteur agricole est d'une importance cruciale pour l'économie et les zones rurales. On peut rappeler que la population totale des pays couverts par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale (REU) est d'environ 900 millions de personnes. La région englobe quelques-uns des pays les plus riches au monde, mais également huit pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).¹

2. Le présent document donne une vue générale des principales activités menées par la FAO dans la région Europe et Asie centrale au cours de l'exercice 2008-2009. En se fondant sur la structure des programmes utilisée dans le Programme de travail et budget (PTB) 2008-2009, pour chaque grand programme, les activités les plus représentatives sont soulignées. On a veillé à donner suite aux recommandations émanant de la vingt-sixième Conférence régionale pour l'Europe (ERC), comme indiqué ci-après. Les études, ateliers et projets principaux réalisés dans la région ont été rattachés, le cas échéant, aux considérations de politique générale importantes, telles que le changement climatique, l'indication géographique des produits alimentaires, la sécurité alimentaire, et l'impact de la flambée des prix des denrées alimentaires et de la crise économique et financière mondiale.

II. SUITE DONNÉE AUX RECOMMANDATIONS DE LA VINGT-SIXIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'EUROPE

3. Conformément aux recommandations de la vingt-sixième conférence régionale pour l'Europe, la priorité a été accordée à la promotion du développement d'une agriculture compétitive, au développement rural durable, aux méthodes de production agricole respectueuses de l'environnement, aux produits agricoles et alimentaires traditionnels de la région, et à l'atténuation des incidences négatives du changement climatique sur l'agriculture, les zones rurales, la sécurité alimentaire, les forêts et la pêche.

4. Dans le cadre de l'Initiative de la FAO contre la flambée des prix alimentaires, un soutien a été accordé à l'Arménie, au Kirghizistan, à la République de Moldova, au Tadjikistan et à l'Ukraine. Ce soutien a été essentiellement fourni sous la forme d'une aide directe à court et moyen terme aux producteurs agricoles. Une consultation régionale, accueillie par REU, portant sur des projets de l'Initiative contre la flambée des prix alimentaires (entreprise au titre du Programme de coopération technique, TCP) a offert une plate-forme pour élargir les débats entre pays sur les conséquences de l'envolée des prix alimentaires.

5. En s'appuyant sur les recommandations de la vingt-sixième conférence régionale pour l'Europe, la FAO a intensifié les activités liées à la promotion des produits agricoles et alimentaires traditionnels dans les régions. Les événements suivants ont été organisés: i) un séminaire international sur « Les produits alimentaires de qualité liés à l'origine géographique et aux traditions dans les pays d'Europe du Sud-Est », à Belgrade (Serbie), en décembre 2008; ii) une réunion régionale d'experts sur « L'indication géographique fondée sur la chaîne de valeur de l'élevage comme point de départ de la préservation de la biodiversité agricole », à Budapest

¹ Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kirghizistan, République de Moldova, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan.

(Hongrie), en octobre 2009; iii) une manifestation intitulée « Identification géographique et sa contribution à la sécurité alimentaire », tenue pendant le Forum de la semaine verte à Berlin (Allemagne), en janvier 2009. REU a également créé un site Web sur l'indication géographique.

6. Les conclusions de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale, qui s'est déroulée au siège de la FAO, ont été diffusées au niveau régional. Les défis associés au changement climatique et aux bioénergies, et les activités menées par la FAO dans le domaine du changement climatique ont été présentés lors des manifestations suivantes auxquelles a participé et contribué la FAO: la conférence « Changement climatique et agriculture européenne », en collaboration avec l'Académie hongroise des sciences (en octobre 2008), la conférence conjointe avec l'Institut hongrois de recherche agricole et l'Union européenne « Changement climatique: un défi pour la formation de scientifiques en botanique appliquée » (en mars 2009), et le séminaire national « Impact du changement climatique sur l'agriculture et le développement rural en Slovaquie » (Bratislava, juillet 2009).

7. Suite aux recommandations de la vingt-sixième conférence régionale pour l'Europe, par le biais du projet PCT/RER/3203 « Cartographie du changement climatique et orientation des politiques pour l'adaptation à ce changement », les bureaux régionaux et sous-régionaux ont aidé 15 pays dans les sous-régions d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale à dresser un inventaire des études et évaluations des conséquences du changement climatique sur l'agriculture et les zones rurales. Des projections et des scénarios de politiques possibles concernant le changement climatique aux niveaux régional et national ont été examinés et ont révélé la faible implication des Ministères de l'agriculture comparée à celle des institutions nationales chargées de l'environnement. Sur la base d'un atelier méthodologique organisé à Budapest en novembre 2009, le projet se poursuivra par l'organisation de séminaires de groupes de pays destinés à évaluer les retombées du changement climatique sur la production agricole, de diffuser les bonnes pratiques agricoles, d'atténuer les effets du changement climatique et de mettre en valeur le rôle de l'agriculture dans la fixation du carbone.

8. Dans le cadre de l'Initiative « Unis dans l'action », une coopération active a été instaurée avec d'autres organismes des Nations Unies en Albanie. La FAO a contribué à la formulation d'une composante du projet « Réduction du nombre d'enfants souffrant de malnutrition », qui bénéficie du soutien du Fonds espagnol pour la réalisation des OMD. De plus, en coopération avec l'Organisation internationale du travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la FAO a mis en place un groupe de travail pour évaluer les effets de la crise financière et économique mondiale sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Une conférence commune des Nations Unies s'est déroulée à Almaty (Kazakhstan), en décembre 2009. En Serbie, en collaboration avec le PNUD, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'UNICEF et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), REU a exécuté le projet « Tourisme durable en faveur du développement rural », qui est financé au titre de la Fenêtre thématique sur le développement du secteur privé par le Fonds espagnol pour la réalisation des OMD.

9. La FAO a directement apporté un soutien à l'établissement de l'organe intergouvernemental appelé « Groupe de travail permanent sur le développement rural régional en Europe du Sud-Est (RRD SWG) ». Afin d'officialiser cette coopération, un protocole d'accord a été signé en février 2010.

10. On s'est efforcé en 2009 d'appuyer les réseaux existants et de renforcer la capacité des réseaux locaux, tels que le Réseau des centres d'aquaculture d'Europe centrale et orientale (NACEE), le Système européen de réseaux coopératifs de recherche en agriculture (ESCORENA), le Système AGORA de recherche mondiale en ligne sur l'agriculture et le Réseau AgroWeb.

11. Comme il est mentionné ci-dessus, un compte-rendu plus détaillé des activités réalisées par la FAO dans la région est présenté, conformément à la structure des programmes utilisée dans le PTB 2008-09.

III. CHAPITRE 2: SYSTÈMES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DURABLES

A. GRANDS PROGRAMMES 2.B ET 2.C: GESTION DES SYSTÈMES DE PRODUCTION ANIMALE ET MALADIES ET RAVAGEURS DES ANIMAUX ET DES PLANTES

12. Les activités menées par la FAO dans le domaine de la production végétale et de la protection des cultures visent à renforcer les capacités techniques des Ministères agricoles, des services d'inspection de semences et des stations de sélection nationales, ainsi que des organisations nationales chargées de la protection des semences. Les principaux thèmes ont couvert la production de semences, l'agriculture de conservation, la lutte intégrée contre les ravageurs, les normes phytosanitaires, la gestion des pesticides et la maîtrise des maladies animales transfrontières.

13. Les activités des projets spécifiques ont inclus deux projets liés à la production de semences en Arménie et en Ouzbékistan, et un projet régional pour les pays couverts par le Bureau sous-régional pour l'Asie centrale (SEC) intitulé « Analyse du secteur semencier régional et préparation de plans d'ensemble régionaux pour le secteur ». Un projet intéressant le contrôle de la qualité des pesticides et le suivi des résidus a été mis en œuvre en Arménie et un autre projet portant sur l'amélioration des capacités des laboratoires en matière de qualité et de sécurité des produits agrochimiques a été exécuté au Kirghizistan.

14. Une consultation internationale a été organisée au Kazakhstan en juillet 2009 sur l'agriculture de conservation pour l'intensification de la production durable pour les pays d'Asie centrale. Plusieurs ateliers régionaux ont traité de l'application des normes phytosanitaires et des bonnes pratiques de gestion des pesticides.

15. L'aide apportée pour lutter contre le criquet pèlerin dans les pays du Caucase et de l'Asie centrale a souligné l'importance d'instaurer une coopération régionale, du fait de la nature transfrontière de ce fléau et de son impact à l'échelle régionale.

B. GRANDS PROGRAMMES 2.B ET 2.C: GESTION DES SYSTÈMES DE PRODUCTION ANIMALE ET MALADIES ET RAVAGEURS DES ANIMAUX ET DES PLANTES

16. Les travaux relatifs au développement du secteur de l'élevage ont analysé les options ayant une incidence sur le secteur bovin dans les économies en transition, en coopération notamment avec la Fédération européenne de zootechnie (EAAP) et en mettant l'accent sur le développement du secteur laitier, comme cela a été illustré lors du treizième Forum agricole Est-Ouest 2006 et 2007 tenu pendant la Semaine verte à Berlin, en janvier 2009. En collaboration avec l'université Humboldt, la FAO a organisé une manifestation parallèle lors de ce forum agricole intitulée « Développement du secteur laitier en Europe de l'Est ». Les projets ont porté sur l'appui à l'élaboration d'une politique et d'une stratégie nationales en matière d'élevage (bovin) en Arménie, et sur l'établissement d'un système d'identification et d'enregistrement du bétail en Ukraine. Une réunion régionale d'experts sur « L'indication géographique fondée sur la chaîne de valeur de l'élevage comme point de départ de la préservation de la diversité agricole » s'est déroulée en octobre 2009, à Budapest (Hongrie).

17. La FAO, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont organisé des réunions périodiques sur le « Cadre mondial pour la maîtrise

progressive de la fièvre aphteuse et autres maladies animales transfrontières » (GF-TADs), en collaboration avec l'Union européenne et la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (EuFMD). L'EuFMD, par le biais d'un accord avec la Commission européenne, a fourni en 2008-2009 une assistance, d'un montant d'environ 3 millions d'USD, aux trois pays de Transcaucasie et à la Turquie afin qu'ils puissent maintenir et suivre leurs programmes de lutte contre la fièvre aphteuse. La FAO a continué à appuyer les stratégies de prévention et de maîtrise des maladies animales et zoonotiques, ainsi que le renforcement des institutions et des capacités professionnelles en vue de l'amélioration de la santé animale et de la santé publique vétérinaire.

18. Une assistance, sous la forme d'un programme de vaccination expérimental, a été apportée en Arménie, en Bosnie-Herzégovine et au Tadjikistan pour lutter contre la brucellose. La FAO a continué de prêter assistance à l'Europe de l'Est en matière de détection précoce, de prévention et de lutte contre l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) et d'accorder son appui aux pays du Caucase et d'Asie centrale pour combattre la fièvre aphteuse. L'introduction de la peste porcine africaine dans la région a fait l'objet d'une attention particulière, cette maladie risquant de se propager à partir de son point d'origine (Géorgie) et touchant aujourd'hui plusieurs régions de la Fédération de Russie. La FAO a fourni une assistance d'urgence pour la prévention, la lutte et l'élimination de la maladie en Arménie et en Géorgie.

C. GRAND PROGRAMME 2.D: NUTRITION ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

19. La FAO a aidé plusieurs pays dans la région à élaborer des stratégies de sécurité alimentaire et à rendre les systèmes de contrôle des aliments conformes aux exigences de l'Union européenne et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), notamment par l'application des normes du Codex Alimentarius et des principes et approches acceptés en matière de contrôle alimentaire.

20. La FAO a également apporté son concours aux autorités nationales de sécurité sanitaire des aliments pour les aider à garantir la salubrité des aliments destinés aux marchés intérieurs et à l'exportation en mettant en place une série d'activités de renforcement des capacités relatives aux cadres législatifs et institutionnels réformés, a amélioré les capacités des services d'inspection alimentaire et des laboratoires d'analyse des aliments, a facilité la participation aux processus d'établissement des normes du Codex, et amélioré les normes de sécurité sanitaire des aliments appliquées par les opérateurs du secteur alimentaire et la protection sanitaire des consommateurs. Les activités de la FAO liées au renforcement des capacités dans les domaines de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments se sont appliquées aux projets TCP/RER/3201: Renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments en Arménie et en Géorgie, et TCP/AZE/3101(A): Renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments en Azerbaïdjan. La FAO, en collaboration avec les autorités nationales de contrôle alimentaire, s'emploie en outre à évaluer les besoins de sécurité sanitaire des aliments et à contribuer à la formulation de projets au Bélarus, en République de Moldova, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et au Tadjikistan.

21. La FAO a fourni un soutien aux dix pays du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est en lançant une initiative régionale sur la coordination des mesures sanitaires et phytosanitaires (MSP) de l'OMC par le biais des ateliers spécialisés tenus à Budapest (février 2008) et à Sofia (septembre 2009), qui ont été co-organisés avec le *Commercial Law Development Program* (CLDP) et le Département du commerce des États-Unis.

22. La vingt-sixième session du Comité de coordination FAO/OMS du Codex pour l'Europe (CCEURO)² a été hébergée par le Gouvernement de la Pologne en octobre 2008. Le Comité a fait

² Les délégués provenaient d'Arménie, d'Autriche, de Bosnie et Herzégovine, de Bulgarie, de Croatie, de la République tchèque, de la Commission européenne, de Finlande, de France, de Géorgie, d'Allemagne, de Grèce, de Hongrie, d'Islande, d'Italie, de Lettonie, de Lituanie, de Malte, des Pays-Bas, de Norvège, de Pologne, du Portugal, de la

observer qu'il fallait encore améliorer la sécurité sanitaire des aliments et la nutrition dans la région.

23. En se fondant sur les recommandations de la vingt-sixième Conférence pour l'Europe, la FAO a organisé un séminaire international sur « Les produits de qualité liés à l'origine géographique et aux traditions dans les pays d'Europe du Sud-Est » à Belgrade (Serbie), en décembre 2008, et aidé au développement et à la valorisation de produits de qualité spéciaux liés à l'origine géographique en créant un site Web spécialisé.

24. La FAO a contribué à la formulation du projet OMD-F « Réduction du nombre d'enfants souffrant de malnutrition – Albanie » (MDGF-2035 – UNJP/ALB/007/SPA) dans le cadre de la fenêtre thématique « Enfants, nutrition et sécurité alimentaire » financée par le Fonds espagnol pour la réalisation des Objectifs de développement pour le Millénaire (OMD-F), qui a été signée en décembre 2009.

D. GRANDS PROGRAMMES 2.E, F, G: FORÊTS

25. Une analyse plus approfondie des effets de la transition politique et économique sur le secteur forestier en Europe de l'Est a été réalisée en étroite collaboration avec les partenaires pertinents dans la région, dont la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE), la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe (CMPFE), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Confédération européenne des propriétaires forestiers (CEPF), le Conseil international de la chasse et de la conservation du gibier (CIC) et l'Union mondiale pour la nature (UICN). Le programme de travail conjoint FAO/Commission européenne des forêts et Comité du bois de la CENUE a été également mis en œuvre.

26. Afin de donner suite à l'Étude prospective du secteur forestier en Asie de l'Ouest et en Asie centrale (FOWECA), une évaluation exhaustive des institutions du secteur forestier public a été conduite en Arménie, en Géorgie, au Kazakhstan, au Kirghizistan et en Ouzbékistan afin d'examiner l'efficacité des réformes organisationnelles destinées à améliorer la gestion des forêts, ce qui a abouti à la tenue d'un atelier régional tenu à Antalya (Turquie), en mai 2009, sur les réformes en cours des institutions du secteur forestier public dans les pays d'Asie centrale et du Caucase. Les moyens de renforcer l'enseignement forestier et la formation à la foresterie ont été identifiés dans les pays d'Asie centrale. SEC a appuyé la mise en œuvre participative du Programme forestier national (visant à l'établissement d'une politique, d'une stratégie et d'une législation forestières) en Ouzbékistan. Les décideurs provenant des pays d'Asie centrale se sont réunis lors d'un atelier sous-régional organisé à Samarkand (Ouzbékistan), en mai 2009, sur le thème « Échange des connaissances et des expériences issues du Programme forestier national et instauration d'une collaboration sous-régionale ».

E. GRANDS PROGRAMMES 2.H, I, J: PÊCHE ET AQUACULTURE

27. Au cours de la période examinée, la FAO a facilité le processus d'établissement de la Commission des pêches et de l'aquaculture pour l'Asie centrale et le Caucase. Ce nouvel organe régional des pêches a été présenté au Conseil de la FAO, à sa cent trente-septième session. L'Accord a reçu l'approbation du Conseil de la FAO lors de cette session, le 1^{er} octobre 2009, par la Résolution n° 1/137 en vertu de l'Article XIV, paragraphe 2 de l'Acte constitutif de la FAO. Les réunions préparatoires intergouvernementales et des comités directeurs se sont tenues à Dushanbe (Tadjikistan) en novembre 2008; à Ankara (Turquie) en mars 2009; et à Trabzon (Turquie) en juin 2009.

28. La FAO a appuyé le Réseau des centres d'aquaculture d'Europe centrale et orientale (NACEE) lors de la tenue des cinquième et sixième sessions des Directeurs du NACEE, à Lviv (Ukraine), en octobre 2008, et à in Torun (Pologne), en septembre 2009. Une Conférence FAO/NACEE sur l'aquaculture élargissant cette coopération au Caucase s'est déroulée à Erevan (Arménie), en avril 2009. Une assistance technique a été également fournie à la Commission générale des pêches pour la Méditerranée et à la Commission économique de la mer Noire (BSEC). Un appui organisationnel et technique a été accordé à la Commission européenne consultative pour les pêches dans les eaux intérieures (CECPI) afin d'organiser un symposium international intitulé « Interaction entre les objectifs sociaux, économiques et écologiques des pêches intérieures commerciales et de loisir et de l'aquaculture », qui a eu lieu en mai 2008 dans le cadre de la vingt-cinquième session de la CECPI tenue à Antalya (Turquie), ainsi qu'aux réunions du Comité exécutif de la CECPI. L'un des principaux résultats obtenus par la CECPI a été l'approbation, par sa vingt-cinquième session, d'un Code d'usages pour les pêches de loisirs, qui a été publié avec le soutien de SEC.

29. Une alevinière a été construite en Bosnie-Herzégovine dans le cadre du projet GCP/BIH/003/NOR: « Appui à la création de revenus par la mise en place d'une alevinière », en introduisant des techniques de recirculation d'eau respectueuses de l'environnement. Le projet du PCT « Renforcement de la capacité de gestion sanitaire de l'aquaculture » a permis à la Bosnie-Herzégovine d'obtenir une certification des produits aquacoles en lien avec des partenaires commerciaux européens et d'autres pays voisins.

30. Plusieurs projets ont été élaborés et/ou mis en œuvre en 2008-2009: Atelier de formation destinés aux responsables albanais des pêches intérieures (GCP/ALB/006/HUN); « Appui à la gestion des pêches et de l'aquaculture au Kirghizistan » (GCP/KYR/003/FIN); « Opérations d'urgence au Tadjikistan dans le secteur de l'aquaculture et de l'élevage » (TCP/TAJ/3104); « Reconstitution des populations d'esturgeons en Turquie » (TCP/TUR/3202); « Développement de partenariats stratégiques à l'appui d'un développement responsable de la pêche et de l'aquaculture en Ouzbékistan » (TCP/UZB/3103); et « Réduction des risques liés aux proliférations algales dans la mer de Marmara » (TCP/TUR/3201) en Turquie. Au niveau régional, les projets suivants ont été établis et exécutés: « Programme régional de développement des pêches et de l'aquaculture en Asie centrale » (GCP/RER/026/TUR); « Renforcement des capacités en vue de la reconstitution et de la gestion des pêcheries d'esturgeon de la mer Caspienne » (TCP/INT/3101); « Assistance aux pays des Balkans de l'Ouest pour améliorer la conformité aux normes internationales en matière de santé des animaux aquatiques » (TCP/RER/3206); et « Avis aux gouvernements de l'Asie centrale sur la faisabilité de la production commerciale de poisson et de cultures fourragères pour le bétail » (TCP/RER/3205).

31. Les publications suivantes ont été préparées: « Moyens d'existence dans le secteur des pêches intérieures en Asie centrale », « Examen de la situation actuelle des couvertures d'assurance mondiales pour la pêche de capture »; « Pêches de capture et aquaculture au Kirghizistan »; et « Pêches de capture intérieures et aquaculture en Ouzbékistan ».

F. GRAND PROGRAMME 2.K: GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

32. Les questions liées au régime foncier, au remembrement et à la gestion des terres intéressent directement le développement rural durable dans la région, ainsi que la FAO, la Banque mondiale, la Commission européenne et l'UNECE. La FAO a abordé les questions urgentes liées au régime foncier, au remembrement et à la gestion des terres en organisant des ateliers et des concertations sur les politiques à mener au niveau régional, en publiant des publications techniques et en exécutant des projets de terrain à l'échelle nationale, sous-régionale et régionale.

33. Plusieurs ateliers ont notamment traité des thèmes suivants: le remembrement, la constitution de réserves foncières et les outils d'information pour l'administration foncière (Prague, République tchèque, juin 2008 [financé par le biais du projet GCP/INT/790/CEH]); et Saint Jacques de Compostelle (Espagne), février 2009 (financé par le gouvernement régional de la Galice). Une université d'été sur la prospection des sols et la gestion des terres a été organisée en juillet 2009, en collaboration avec l'Université Szent Istvan, à Gödöllő (Hongrie).

34. Une assistance technique a été fournie à l'Azerbaïdjan au titre des dispositions du PCT concernant la composante 3 « Accès à la terre pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) » (TCP/AZE/3201). Des missions d'évaluation et de formulation se sont en outre rendues en Albanie, en Azerbaïdjan, en Bosnie-Herzégovine et en Croatie pour élaborer des projets d'assistance technique ayant trait au régime foncier, au remembrement et à la gestion durable des ressources naturelles, qui seront exécutés au cours du prochain exercice biennal.

35. Les études publiées sont les suivantes: i) un document sur la politique en matière de régime foncier intitulé « Possibilités d'intégration au remembrement agricole dans les programmes de développement rural de l'Union européenne », en mai 2008; et ii) la publication conjointe FAO/Banque mondiale « L'avenir de l'agriculture et du secteur rural dans les Balkans occidentaux », en mai 2009.

36. Dans le secteur de la terre et de l'eau, l'activité la plus importante a porté sur l'organisation de l'atelier régional: « Accords multilatéraux mutuellement bénéfiques sur l'eau: opportunités d'ajout de valeur et de partage des avantages dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture et de l'eau en Asie centrale grâce au renforcement de la coopération régionale ». Des participants nationaux de haut niveau ont eu l'opportunité de débattre des moyens novateurs pour traiter des questions de plus en plus litigieuses liées à la gestion de l'eau et à ses implications dans les secteurs de l'énergie et de l'agriculture. Une autre activité importante a concerné le renforcement des capacités techniques des ingénieurs et des gestionnaires des périmètres d'irrigation des pays d'Asie centrale, qui ont bénéficié d'une formation pratique sur les plans d'investissement destinés à améliorer l'irrigation. Une assistance technique a été apportée aux pays pour améliorer la productivité de l'eau et freiner la dégradation des sols par l'intermédiaire de cinq projets: « Renforcement de la résilience des petits producteurs agricoles face aux conséquences de la flambée des prix alimentaires grâce à l'amélioration des capacités et du cadre institutionnel régissant la production semencière, à l'utilisation de technologies d'irrigation et à l'identification du bétail en Arménie, au Kirghizistan et en Ukraine »; « Amélioration des moyens d'existence des agriculteurs dans la vallée de Fergana grâce à l'amélioration de la production des terres et de l'eau et au renforcement des Associations des usagers de l'eau », en Ouzbékistan, au Tadjikistan et au Kirghizistan; « Promotion des technologies pour l'économie de l'eau dans les zones souffrant d'une pénurie d'eau dans le bassin fluvial transfrontalier Podshaota », en Ouzbékistan; « Gestion des sols et de l'eau dans les périmètres d'irrigation » au Turkménistan; et « Renforcement de la capacité de la Turquie à s'adapter au changement climatique ».

37. En 2009, l'appui apporté par le projet GCP/RER/024/ASB à l'Initiative des pays d'Asie centrale pour la gestion des terres s'est conclu par la formation d'experts nationaux provenant du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan pour les aider à établir la carte des systèmes d'utilisation des terres de leurs pays respectifs. Les pays ont élaboré cette carte qui sert de base à un cadre géoréférencé d'évaluation de la dégradation des terres, conformément à la méthodologie mise au point par le projet LADA³ exécuté par la FAO et financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Des manuels et des directives sont également disponibles en russe.

³ EP/GLO/502/GEF – Évaluation de la dégradation des terres dans les zones arides (LADA), <http://www.fao.org/nr/lada/>

G. GRAND PROGRAMME 2.L: TECHNOLOGIE, RECHERCHE ET VULGARISATION

38. Une attention a été accordée au développement et au renforcement des faibles liens fonctionnels entre les parties prenantes des systèmes de recherche et de vulgarisation agricoles – chercheurs, universitaires, services de vulgarisation privés et publics, agriculteurs et négociants, petites et moyennes entreprises – afin de favoriser les innovations, ce qui a généré un effet positif sur les marchés.

39. Les projets suivants visant à consolider les systèmes de recherche et de vulgarisation agricoles ont été mis en œuvre en 2009: UNJP/006/ALB/UNJ « Évaluation du système actuel de recherche et de vulgarisation agricoles, de l'information aux parties prenantes et des besoins et lacunes de communication en vue de fournir des services efficaces et compétents aux petits producteurs agricoles albanais » réalisé au titre du programme des Nations Unies « Unis dans l'action »; et le projet du PCT « Assistance technique pour le développement des ressources humaines des services de conseils agricoles » exécuté en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, au Monténégro, en Serbie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et au Kosovo (UNMIK).

40. La base de données Bio-DeC de la FAO sur les produits et techniques de la biotechnologie agricole dans les pays en développement et dans les pays à économie en transition a été régulièrement mise à jour avec les données fournies par l'Europe et l'Asie centrale. Le Glossaire de biotechnologie pour l'alimentation et l'agriculture publié par la FAO en russe a été adapté pour être mis en ligne afin de faciliter l'accès et l'exploitabilité. Une étude des biotechnologies et de la biosécurité au Bélarus a été publiée en 2009.

41. Deux projets sur les biotechnologies et la biosécurité ont été lancés: TCP /CRO/3102 « Renforcement des capacités des organismes de réglementation chargés de la manipulation et de la surveillance des cultures, produits et aliments transformés génétiquement modifiés » en Croatie; et un projet régional pour l'Arménie, la Géorgie et la République de Moldova - PCT/RER/3102 « Renforcement des capacités en matière de biotechnologies agricoles et de biosécurité ». Dans le cadre du projet GCP/INT/790/CEH, un atelier sur les « Modalités d'établissement d'un système de gestion des risques liés aux cultures génétiquement modifiées » a été organisé conjointement avec le Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches (ICARDA) en Ouzbékistan en juin 2008.

H. GRAND PROGRAMME 2.M: INFRASTRUCTURES RURALES ET AGRO-INDUSTRIES

42. Le développement de l'agro-industrie et des industries agricoles a été appuyé par des réunions régionales, dont le Forum mondial des agro-industries, qui s'est tenu à New Delhi (Inde), en avril 2008, durant lequel REU a spécifiquement traité des perspectives de l'Europe de l'Est de l'Asie centrale concernant le développement des agro-industries. Un atelier conjoint FAO-*International Food and Agribusiness Management Association* a été organisé durant le dix-neuvième forum et symposium mondial annuel de l'Association en juin 2009 à Budapest. Les questions liées à la commercialisation des produits agricoles et à la diversification des revenus ont été examinées lors d'une conférence et d'un atelier conjoints sur la « Commercialisation des produits agricoles – Opportunités et défis », qui ont été financés par le programme Léonard de Vinci de l'Union européenne. Une autre session sur le potentiel de production de bioénergies sur les petites et moyennes exploitations agricoles en Europe de l'Est et en Asie centrale a été organisée pendant le Forum sur les politiques relatives à l'agriculture et au développement rural en Asie centrale – Diversification des revenus pour une croissance agricole durable, qui s'est tenu à Ankara (Turquie) en octobre 2009.

43. REU a poursuivi ses travaux sur les modèles de partenariats publics-privés pour le développement de l'infrastructure des marchés ruraux, en décrivant les principes et les pratiques

optimales associées aux composantes techniques des partenariats public-privé pour faciliter le dialogue entre les organismes chargés du développement de l'agriculture, l'agro-industrie, les institutions publiques et de financement.

44. Dans les domaines des agro-industries et de la commercialisation, ainsi que du renforcement des capacités d'amélioration de la gestion de la chaîne de valeur, l'assistance fournie par le PCT a porté sur: la relance et la mise en valeur de la sériculture en Albanie; le renforcement des capacités du Ministère de l'agriculture concernant l'agro-industrie et l'évaluation du secteur des semences de maïs hybride, en mettant l'accent sur la production de semences de maïs en Arménie; l'aide à la préparation d'un plan d'action pour le secteur de la production d'olives et d'huile d'olive en Croatie; le renforcement de l'unité de commercialisation agricole du Ministère de l'agriculture et une étude sur le secteur de la sériculture en Géorgie; enfin, un appui à la consolidation des capacités nationales en matière d'identification des semences, de priorités et de mesures destinées à améliorer la gestion et la performance de la chaîne agro-alimentaire en République de Moldova. D'autres projets du PCT ont été mis en œuvre: Azerbaïdjan – aide à l'établissement d'un système d'information et de surveillance agricole; Monténégro – l'agriculture biologique au Monténégro: appui concerté pour les petits producteurs biologiques grâce au soutien du développement rural moyennant la consolidation des capacités des systèmes nationaux de certification et de vulgarisation en agriculture biologique; et Turquie – renforcement de la capacité de production pour les œufs de vers à soie et la soie grège dans la région de Kozabirlik.

IV. CHAPITRE 3: ÉCHANGES DES CONNAISSANCES, POLITIQUES GÉNÉRALES ET ACTIVITÉS DE PLAIDOYER

A. GRAND PROGRAMME 3.A: EFFET MULTIPLICATEUR SUR LES RESSOURCES ET LES INVESTISSEMENTS

45. La Division du Centre d'investissement (TCI) a continué d'apporter son aide aux pays en matière de planification stratégique, de formulation et d'évaluation des investissements dans le développement agricole et rural. Les partenaires actifs ont été la Banque mondiale, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque islamique de développement (BID), le Fonds OPEP pour le développement international et des donateurs bilatéraux. En octobre 2008, la FAO a signé un protocole d'accord avec la Banque eurasiennne de développement et le conglomérat public KazAgro au Kazakhstan afin de renforcer les possibilités d'investissement dans la région.

46. En 2008-2009, 16 projets élaborés avec l'aide significative du TCI ont été approuvés pour la région, le montant des investissements totalisant 580,4 millions d'USD. La Banque mondiale a financé le développement institutionnel et le renforcement de l'agriculture, l'administration foncière et la gestion des terres, ainsi que les entreprises rurales et l'agriculture commerciale à petite échelle. Le FIDA a appuyé la création de moyens de subsistance durables en milieu rural, les entreprises rurales, le soutien à l'agriculture et les services financiers ruraux. Un projet régional du Fonds pour l'environnement mondial a été consacré à la gestion des ressources naturelles.

47. Au niveau national, TCI a continué de renforcer les capacités du personnel national dans le domaine de l'élaboration et de la réalisation d'études sectorielles et des opérations d'investissement. TCI a mis au point une famille de logiciels - "RuralInvest" - et des modules de formation pour aider à identifier, formuler et évaluer des projets d'investissement rural à petite et moyenne échelle. En 2008-2009, RuralInvest a été traduit dans de nouvelles langues (portugais, russe et turque). Deux ateliers ont été organisés sur la formulation des projets d'investissement agricole, les méthodologies appliquées et les enseignements tirés, et le mode d'utilisation de RuralInvest. TCI a également organisé plusieurs voyages d'étude sur la gestion et le fonctionnement des entrepôts agricoles.

48. TCI œuvre en outre au niveau régional pour aider les gouvernements à analyser et à améliorer leurs stratégies d'investissement sectoriel et à redynamiser les services fournis aux producteurs en favorisant la création de partenariats publics-privés. Ces activités sont axées sur les chaînes de valeur de l'agro-industrie, la compétitivité en matière d'exportation, l'enregistrement foncier et l'établissement de cadastres, et l'agriculture de conservation. L'étroite collaboration instituée avec la BERD s'est poursuivie et s'est illustrée, par exemple, par l'organisation de plusieurs réunions de haut niveau dans la région avec la FAO. En juin 2009, la Banque mondiale, la FAO et la BERD ont prêté leur concours au Forum céréalier mondial à St. Pétersbourg, qui a recherché des solutions pour stabiliser l'approvisionnement mondial de céréales afin d'améliorer la sécurité alimentaire dans le monde entier. Des activités supplémentaires menées en collaboration avec la Banque mondiale ont porté sur la politique régionale et rurale de l'Union européenne; les réserves céréalières internationales et d'autres instruments visant à remédier à l'instabilité des marchés céréaliers; le financement des récoltants d'entrepôt en agriculture; et l'amélioration de la mécanisation agricole.

49. En 2008, le Programme de partenariat FAO/Turquie a été institué et a commencé à avoir un effet catalytique sur l'élaboration des programmes de terrain de la FAO et la mobilisation de ressources, notamment dans les pays de la CEI. À cet égard, il est à noter qu'un poste de Fonctionnaire principal chargé du programme de terrain a été créé et pourvu à REU durant cette période.

B. GRAND PROGRAMME 3.B: POLITIQUES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

50. Les analyses et les publications les plus importantes dans les domaines de la recherche et du renforcement des capacités en matière de politiques agricoles ont inclus: une monographie sur la transition rurale en Azerbaïdjan (Lexington, 2010); cinq études de politique générale du REU sur l'impact de la transition sur les politiques agricoles en Asie centrale et dans les nouveaux États membres de l'Union européenne; une évaluation des effets de la crise financière et économique mondiale sur le secteur agro-alimentaire en Europe centrale et orientale et dans les pays de l'Asie centrale, ainsi que des rapports nationaux sur l'Arménie, le Kirghizistan et l'Ukraine (2009).

51. La FAO a organisé le « Forum sur les politiques de développement agricole et rural en Asie centrale », qui s'est tenu à Ankara (Turquie), du 25 au 28 octobre 2009, et a apporté un soutien à la délégation de l'Union européenne à Belgrade (Serbie) afin de préparer les documents de base exigés par le Programme de pré-adhésion pour le développement rural (IPARD) (2009).

52. L'assistance aux politiques a également porté sur la préparation de cadres nationaux sur les priorités à moyen terme. Étant donné que des accords avaient été conclus entre la FAO et les gouvernements dans les domaines prioritaires pour les projets, dont l'assistance aux politiques, des cadres nationaux sur les priorités à moyen terme ont été signés avec l'Albanie (pays participant à l'Initiative « Unis dans l'action ») et la République de Moldova, et ont été préparés pour signature avec le gouvernement de la Géorgie. Des cadres de même nature sont en cours de préparation pour l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan et l'ex-République yougoslave de Macédoine.

53. Durant les activités relatives à l'établissement du cadre national sur les priorités à moyen terme en Albanie, le Ministère de l'agriculture de l'alimentation et de la protection des consommateurs a été informé du processus de pré-adhésion et des exigences d'harmonisation avec la Politique agricole commune de l'Union européenne. Une formation a été organisée en Azerbaïdjan à l'intention des fonctionnaires du Ministère de l'agriculture dans le cadre du projet TCP/AZE/3103: « Assistance pour l'établissement de données et d'un système de suivi agricoles » afin de fournir des données jusqu'alors indisponibles et d'évaluer les incidences des politiques. Une formation similaire est prévue en Géorgie et en République de Moldova dans l'objectif d'établir des systèmes de comptabilité agricole pour analyser des échantillons représentatifs d'exploitations agricoles qui permettront de recueillir des données sur les intrants et la production, compatibles avec les conditions requises par l'Union européenne.

54. REU a assuré le secrétariat du Groupe de travail sur la femme et la famille dans le développement rural (WPW) de la FAO et de la Commission européenne sur l'agriculture (CEA). La treizième session extraordinaire du WPW a été organisée à la demande de la trente-cinquième session de la CEA, tenue à Innsbruck (Autriche), en juin 2008. Il a été demandé au Secrétariat du WPW d'élaborer une proposition pour mobiliser des ressources extrabudgétaires afin d'intégrer les questions de parité hommes-femmes. La quatorzième session a examiné les activités sur la base d'un document de programme élaboré par le Secrétariat⁴ et a traité du thème: Incidences des migrations sur les communautés rurales dans les économies en transition des pays d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale.

55. Compte tenu de la crise économique et financière mondiale, l'Équipe de directeurs régionaux des Nations Unies pour l'Europe et l'Asie centrale a institué un groupe de travail auquel a participé REU, au niveau notamment de l'organisation d'une conférence des Nations Unies sur les conséquences sociales de la crise économique. Le groupe de travail a décidé de se concentrer géographiquement sur l'Europe de l'Est, l'Asie centrale et la Turquie (la liste définitive des pays participants comprend l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la République de Moldova, la Fédération de Russie, le Tadjikistan, la Turquie, le Turkménistan et l'Ukraine) et sur trois questions: l'emploi, la protection sociale, et la sécurité alimentaire et le développement agricole. REU a contribué au groupe de travail en fournissant une analyse des incidences de la crise économique sur la sécurité alimentaire et le secteur agricole à la lumière des enseignements tirés et des mesures de politiques prises dans les pays touchés, et a invité les gouvernements à coopérer afin de partager leurs expériences et leurs préoccupations sur les questions liées à la crise. À cet effet, deux analyses conjoncturelles ont été menées à bien et diffusées dans les pays. La conférence commune des Nations Unies s'est déroulée à Almaty (Kazakhstan), les 7 et 8 décembre 2009.

56. La FAO apporte un soutien direct au Groupe de travail permanent sur le développement rural régional en Europe du Sud-Est (RRD SWG) depuis sa création en 2005; il s'agit aujourd'hui d'une organisation intergouvernementale sise à Skopje (ex-République yougoslave de Macédoine). La coopération s'exprime par une participation régulière aux réunions du Groupe de travail permanent, y compris aux Forums sur les politiques agricoles et aux réunions ministérielles organisées par SWG en 2008 et 2009, par l'exécution conjointe de projets régionaux concernant le renforcement des capacités (projet TCP/RER/3101, achevé en 2009), par la proposition de nouvelles idées de projets à soumettre au PCT pour financement et par l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités. Afin d'officialiser cette coopération croissante, un protocole d'accord a été signé début 2010.

57. La FAO poursuit sa collaboration avec l'Initiative de l'Arc Dinarique intéressant les politiques de la gestion des ressources naturelles et du développement rural, et contribue à des ateliers conjoints et à la formulation de projets transfrontières en Bosnie-Herzégovine et au projet « Développement rural communautaire et à la gestion des ressources naturelles dans la région dinarique » en Croatie. La FAO a également continué de travailler en étroite coopération avec la Direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne (DG Agriculture de la CE) dans le domaine de l'appui au développement rural dans les pays ayant demandé à adhérer à l'Union européenne.

58. La FAO a participé au Forum de la semaine verte internationale en 2008 et 2009, tenu durant le Salon de la semaine verte à Berlin, et organisé des tables rondes avec des experts de renommée internationale. La table ronde, en 2008, a porté sur le thème: « Développement rural et combinaisons de produits » et en 2009, sur « Le changement climatique et son implication en Asie

⁴ ECA: WPW/09/3 Évaluation des besoins et enquête sur les besoins 2009; Situation actuelle, options et futures activités de la FAO et coopération avec les parties prenantes traitant des questions de parité dans le développement rural en Europe et Asie centrale – Recommandations pour le Groupe de travail de la CEA.

centrale, son incidence sur l'agriculture et le développement rural, et sur «L'indication géographique et sa contribution à la sécurité alimentaire ».

C. GRAND PROGRAMME 3.D: INFORMATION ET STATISTIQUES AGRICOLES

59. Parmi les activités importantes réalisées dans le cadre de ce grand programme figure le Programme d'information pour l'action sur la sécurité alimentaire réalisé par la FAO et la Commission européenne (GCP/GLO/162/EC), qui a été mis en œuvre de 2005 à 2009 sous la houlette de la Division de l'économie du développement agricole (ESA) dans vingt pays, dont cinq pays de la région (Arménie, Géorgie, Kirghizistan, République de Moldova et Tadjikistan). Le Programme avait pour objectif de développer les capacités nationales en matière de production et d'utilisation d'informations sur la sécurité alimentaire à l'appui des politiques et programmes. Le Programme opère essentiellement avec les Ministères de l'agriculture et les instituts de statistique. Les activités réalisées ont été les suivantes:

- l'analyse d'enquêtes sur les ménages (Arménie, Géorgie, République de Moldova);
- la conduite d'une enquête trimestrielle sur l'agriculture (Géorgie);
- l'amélioration des bulletins sur la sécurité alimentaire (Géorgie);
- l'établissement du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR), qui est un système de gestion de l'information (Arménie);
- la détermination du contenu nutritionnel des aliments traditionnels (Arménie);
- l'harmonisation de la législation en matière d'hygiène vétérinaire et du contrôle de la qualité avec les normes de l'Union européenne (République de Moldova);
- une stratégie de développement des pêches intérieures et de l'aquaculture (Kirghizistan);
- l'analyse de l'impact économique de la réforme foncière (Tadjikistan).

60. REU a accueilli la « Table ronde sur le Programme des recensements agricoles en 2010 » du Programme de recensement mondial de l'agriculture à Budapest, en novembre 2009, à laquelle ont participé EUROSTAT, le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) et 17 pays de la région (dont l'Italie, le Kazakhstan, la Pologne, la Roumaine et la Fédération de Russie). REU a également co-présidé l'atelier sur les données ventilées par sexe dans le domaine de l'agriculture dans les pays d'Europe centrale et orientale. Les représentants de sept pays de la région y ont assisté. L'atelier a été essentiellement consacré au reclassement des données spécifiques ventilées par sexe à partir des résultats des recensements. Le document de projet portant sur le recensement en Moldova a été élaboré et finalisé dans le cadre du projet TCP/MOL/3203 (D) « Assistance préparatoire au recensement agricole en République de Moldova ». Les dispositions du PCT concernant le projet « Assistance technique préliminaire en vue du recensement agricole » (PCT/MNE/3202) a été formulé pour le Monténégro. Au titre des dispositions du projet TCP/AZE/3201, un questionnaire a été conçu sur la disponibilité de terres et le potentiel de la main d'œuvre agricole pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Azerbaïdjan.

61. Le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture (SMIAR) a fourni des informations actualisées sur la situation de la sécurité alimentaire pour plus de 16 pays de la région. Les connaissances et les capacités des pays se sont améliorées grâce à la collecte et à la diffusion des données du système SMIAR de la FAO sur la sécurité alimentaire en Azerbaïdjan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, et la mise en place d'instruments d'alerte rapide en Arménie et en Géorgie. Une assistance a été également fournie au Gouvernement du Tadjikistan dans le domaine de l'évaluation des perspectives de récolte.

D. GRAND PROGRAMME 3.H: ÉCHANGE DES CONNAISSANCES ET RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES

62. Les réseaux de connaissances thématiques ont été perfectionnées dans les pays d'Europe centrale et orientale, d'Asie centrale et du Caucase. L'un des résultats importants concerne l'installation d'un nouveau serveur au siège de la FAO qui fournit un ancrage technique et un

appui technique unifié (harmonisation) pour le réseau AgroWeb de la Communauté européenne et le Système européen de réseaux coopératifs de recherche en agriculture (ESCORENA).

63. Une assistance technique a été apportée à l'Arménie dans le cadre du projet TCP/ARM/3103 « Établissement d'un réseau virtuel de communication pour la vulgarisation et la recherche d'information ». Le projet a aidé le Ministère de l'agriculture à établir un système d'information efficace pour les politiques de développement agricole et de sécurité alimentaire, à renforcer les structures et processus institutionnels nécessaires, et à créer des capacités pour améliorer la communication et l'échange d'informations entre un certain nombre d'organisations de recherche agricole et de prestataires de services de vulgarisation en Arménie.

V. CHAPITRE 4: DÉCENTRALISATION, COOPÉRATION À L'ÉCHELLE DES NATIONS UNIES ET EXÉCUTION DU PROGRAMME

A. GRAND PROGRAMME 4.C: SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET AUTRE PROGRAMMES DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

64. Au cours de la période examinée, la capacité opérationnelle des Bureaux régionaux et sous-régionaux respectifs a été renforcée. En 2008, 74 projets⁵ régionaux et nationaux, au total, ont bénéficié d'un appui. En 2009, le nombre de projets a été porté à 95. Les coûts liés à l'exécution des projets ont augmenté, passant de 5,8 millions d'USD en 2008 à 7,5 millions d'USD en 2009. La quasi-totalité des projets ont été mis en œuvre en Arménie en 2008 et en Turquie en 2009. Une assistance a été apportée à 22 pays; cette assistance est en baisse dans les pays d'Europe du Sud-Est et en hausse dans les pays du Caucase du Sud et d'Asie centrale. Les fonds fiduciaires institués par la Hongrie et la Turquie dans les sous-régions respectives devraient être de plus en plus consacrés au développement de programmes de terrain et à l'assistance technique.

⁵ Projets de développement uniquement, à l'exclusion des opérations d'urgence et de Telefood.

Fourniture d'une coopération technique, par type de financement, 2008 et 2009
(à l'exclusion des opérations d'urgence et de Telefood)

